2016, le gouvernement « socialiste » commémore le Front populaire sans complexe bien qu'il s'attaque aux conditions de travail avec la Loi El Khomri depuis plusieurs mois. Le pouvoir d'achat, préoccupation du gouvernement de 1936 n'en est pas une pour celui de 2016, alors n'oublions pas ceux qui ne partent pas en vacances… et ils sont nombreux.

Printemps 1936

Au lendemain de la victoire électorale du 3 mai 1936, la réflexion sur les « congés payés » n'est pas une priorité du Front populaire qui est surtout préoccupé par le chômage, les conditions de travail et le pouvoir d'achat des ouvriers.
Le gouvernement se met au travail, mais il faut attendre un mois avant la constitution du gouvernement de Front populaire, et un mois c'est long pour ceux et celles qui espèrent tant !
Simone Weil, jeune philosophe, le 10 juin 1936 : « *Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement ? Il ne faut pas, à mon avis, chercher là-dessous des manœuvres machiavéliques. Nous ne devons pas non plus, nous autres, nous hâter de conclure que la classe ouvrière se méfie des partis ou du pouvoir d'État. Nous aurions, par la suite, de séreuses désillusions. Bien sûr, il est réconfortant de constater que les ouvriers aiment encore mieux faire leurs propres affaires que de les confier au gouvernement. Mais ce n'est pas, je crois, cet état d'esprit qui a déterminé la grève. Non. En premier lieu, on n'a pas la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attente sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire.* » (Grèves et joie pure, Éditions Libertalia)
Dès le 14 mai, des grèves immenses et puissantes se développent sur toute la France et dans des millions d'usines. On se parle, on fraternise, la participation citoyenne s'élargit, les cadres, des intellectuels, des artistes se mobilisent et soutiennent les grévistes :

Les accords de Matignon

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, à l'hôtel Matignon à Paris, sous la présidence de Léon Blum, sont signés les accords entre la Confédération générale du patronat français et la Confédération générale du travail : augmentation des salaires (12 %), fixation d'un salaire minimal, reconnaissance du droit syndical, contrats collectifs de travail et institution de délégués du personnel ; ils sont complétés par des lois sociales (semaine de 40 heures, congés payés, etc.). Le texte sur les congés payés sera voté le 11 juin et promulgué le 20 juin.
Le travail reprend, le jour de la paie rassure sur les accords et les 15 jours de congé payé se profilent !

Premières vacances pour les ouvriers !

Pour le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay : *« L'homme qui travaille a besoin de se recréer pendant ses heures de loisir. Pour répondre à cette nécessité, le tourisme, qui est une des formes les plus saines et les plus agréables de la vie en plein air, doit être mis à la portée de tous pendant les week-ends et les vacances. »*

Été 1936 : les premiers départs en vacances

Le « billet populaire de congés annuel » mis en place par Léo Lagrange est mis en vente dès le 3

août 1936.
560 000 salariés français ont profité de ce billet en 1936, ils seront 1,7 million en 1937.
Pour la première fois, les trains se succèdent, les quais débordent, les enfants s'impatientent, les parents gèrent les valises…
Est-ce que les juillettistes qui rejoignent les gares ce début juillet 2016 s'imaginent ce que pouvaient représenter ce départ en vacances de l'été 1936 ?

Les familles bourgeoises affichent leur mépris pour ces ouvriers en « congés payés ». Ce déferlement populaire leur déplait et ils fuient les stations balnéaires qu'elles fréquentaient de génération en génération. Elles se liguent contre le Front populaire et son « ministère de la paresse ».
Il faudra attendre encore quelques années avant que les Français gagnent des semaines de congés supplémentaire : une troisième en 1955, puis une quatrième en 1962 et une cinquième en 1982.

Été 2016 : cinq semaines de congés payés… mais beaucoup ne partent toujours pas en vacances

Pour les statistiques, on part en vacances quand on quitte son domicile au moins quatre nuits consécutives pour des raisons non professionnelles : partir une semaine à la campagne dans la famille vaut autant que quatre semaines en Floride ou qu'un séjour dans un hôtel à Antibes ou une croisière en méditerranée.
Si 80 % des cadres supérieurs partent en congés chaque année, c'est seulement 50 % des ouvriers.
Et si on regarde de plus près chaque catégorie, on ne part ni aussi souvent, ni aussi longtemps, ni dans les mêmes conditions.
Un « budget vacances » pour une famille peut représenter plusieurs milliers d'euros : impossible pour la majorité des bas salaires (une semaine de location équivaut souvent au minimum à un demi-SMIC) ou les petites allocations chômage, voire le RSA !

Un enfant sur trois ne part pas en vacances

Près de trois millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année en France. C'est le cas pour 5 % des enfants de cadres supérieurs contre 34 % des enfants d'ouvriers et 50 % des enfants des familles les plus modestes.
Un enfant sur deux vivant dans une famille aux revenus modestes – moins de 1 500 euros par mois – ne part pas en vacances.

Été 2016 : ceux qui ne partent pas en vacances sont toujours invisibles !

Tout l'été, l'information sur les départs et les retours de vacances tournera en boucle : les autoroutes bouchonnent en centaines de kilomètres, les aires de repos font le plein, les automobilistes sourient ou colèrent et les commerces se frottent les mains.
Tout l'été, les chassés-croisés vont affoler les statistiques, on voit noir, rouge…
Tout l'été, la météo des plages nous entraînera sur le littoral.
Comme si tous les Français partaient en vacances, prenaient la route ou le train pour rejoindre une maison, un hôtel, un terrain de camping… et se préoccupaient des rayons de soleil, de la température de l'eau, etc.

Quel mépris de notre société pour ces millions de personnes !
Une manière d'externaliser sa responsabilité et de culpabiliser celui qui ne part pas : « C'est de mon fait, de ma responsabilité… »

Été 2016, le gouvernement « socialiste » commémore le Front populaire sans complexe bien qu'il s'attaque aux conditions de travail avec la Loi El Khomri depuis plusieurs mois.

Le pouvoir d'achat, préoccupation du gouvernement de 1936 n'en est toujours pas une pour celui de 2016.
La précarité sociale, la pauvreté ont un bel avenir, partir en vacances ne risque pas de se développer et restera un privilège d'une partie de la population.